

# *Image de l'autre, image de soi* LA VIOLENCE DES REPRÉSENTATIONS

*par Nathalie Lauriac \**

*Extérieures ou intériorisées, les représentations pèsent lourdement sur les quartiers et leurs habitants.*

On dit zone urbaine sensible, un périmètre à traiter, on peut dire quartier sensible, comme le point douloureux d'un patient malade. Ce sont les quartiers qu'autrefois on disait populaires.

## **Les catégories populaires sont défailtantes**

Dans les propos tenus au sujet de leurs habitants, dans les projets les concernant, créer du lien social est une priorité. Ils en seraient dépourvus. Chacun pour soi, chacun chez soi ; lorsque les relations de voisinage sont repérées, elles sont « conflictuelles ». Et les projets de gestion urbaine et sociale de proximité cherchent à y remédier, les « chartes de bon voisinage » s'appliquent à expliquer comment se conduire en bons voisins. « Dis bonjour à la dame ! ». Quand des relations d'entraide sont reconnues, elles sont « communautaires » : dangereux refus de s'intégrer. Sous le voile de l'action sociale, sous couvert d'exercice du culte, la pensée et les pratiques fondamentalistes progressent, agissent, manipulent. « Intégristes » : on a cru, voulu croire, un temps, que les émeutes de novembre 2005 étaient leur œuvre. Un rapport des Renseignements Généraux est venu le démentir.

Des repaires de délinquants, des lieux de trafics divers, de vols, de violences urbaines. Regroupements de jeunes dans les halls d'entrée, ampoules brisées, « fenêtres cassées »... Incivilités et insécurité s'inscrivent sur une même échelle (1). Les discours se mêlent, les faits s'enchevêtrent, l'amalgame n'est jamais loin. Un ministre s'en est fait l'écho (2) : ces quartiers seraient dangereux. Au mieux, l'on reconnaît une minorité déviante et une majorité victime. Des jeunes délinquants et des adultes impuissants. Silencieux, terrorisés - ou poltrons ? -, il faut en tous cas les aider à se conduire en citoyens responsables, les amener à porter plainte, les soutenir dans une prise de parole de « bon père de famille ». Mais ces parents-là laissent leurs enfants de douze ans, tard le soir, seuls sur la place. Ils ont « démissionné ». Des programmes sont mis en œuvre pour éduquer les parents ; des sanctions sont aujourd'hui prévues pour punir les inconséquents (3).

Alors, faire participer « ces gens là » à la chose publique... C'est une voie possible pour favoriser l'appropriation des petits amé-

*\* Consultante,  
Co-Cité,  
co-cite@wanadoo.fr*

(1) Échelle modélisée par Lucienne Bui Trong, Commissaire de la direction centrale des Renseignements généraux, largement médiatisée en novembre 2005.

(2) Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur, La Courneuve, juin 2005, et émission télévisée, octobre 2005.

(3) Cf. infra la contribution de Jean-Marc Berthet, p. 64.



nagements, diminuer les risques de futures détériorations. Mais les grands projets, les enjeux stratégiques exigent des citoyens formés. Participation des « habitants » ; c'est d'ailleurs leur résidence dans ce territoire qui fonde leur légitimité à participer. Et non leur citoyenneté. Ils s'intéressent au trottoir mal ajusté ; les plaintes relatives à une mauvaise gestion du quotidien sont en effet légitimes. Le stationnement insuffisant devra ensuite être abordé, et l'ordre du jour des réunions reste à hauteur de trottoir, les échanges se confondent en lamentations. Élus et techniciens comprennent, s'emploient à répondre. Les gens ont d'autres soucis, ils n'ont pas l'instruction suffisante ; on ne le leur reproche pas, on comprend. L'ignorance est entendue. Elle est parfois bienvenue. Les quartiers populaires se définissent par le manque, les carences, les insuffisances.

La solution au problème passe aujourd'hui par la mixité sociale. On l'exhorte à travers une recherche de mixité de l'habitat. Les projets de rénovation urbaine peuvent permettre une réelle transformation de quartiers dont la configuration, comme la mauvaise qualité de l'habitat, peut peser sur les conditions de vie de leurs habitants. Mais la cohabitation recherchée avec les classes moyennes ne vise-t-elle pas aussi une rééducation de ces populations défaillantes ? Par ailleurs, ces quartiers ne sont pas seulement des espaces d'habitat de populations précarisées, ce sont aussi des lieux où se concentrent des populations issues de l'immigration. Aussi, s'ajoutent aux représentations liées aux milieux populaires, celles attachées à des populations dont les ascendants sont originaires des pays autrefois colonisés, et dont la culture, et parfois la religion, les lient à un monde qui fait peur. Les discriminations ne sont pas, pour la plupart, motivées par des intentions racistes. Les représentations plus ou moins conscientes que l'on a de ces populations, ou celles supposées des personnes qui pourraient être en contact avec elles, se confortent et contribuent à créer des barrières parfois insurmontables.

## ***Lever le voile, reconnaître les capacités et la construction des incapacités***

Ainsi se lisent les représentations véhiculées sur les quartiers populaires, et au-delà sur l'ensemble des pauvres. Les origines sociales, le parcours personnel des personnes qui n'en sont pas issues ou s'en sont détachées, fondent ces représentations. La peur de déchoir de la part de certaines populations fragilisées participe aussi à leur construction ; elle sert alors la « distinction », introduit une distance avec ces pauvres dont on ne veut pas être. Les représentations produites par la presse s'imposent comme des énoncés objectifs, une description experte et neutre de « la » réalité, et viennent en étayer certaines, en former d'autres. Parmi les paroles autorisées (4), peu sont issues de ces quartiers.

(4) Celles que l'on entend dans les conseils municipaux, au sein des comités de pilotage, dans les journaux télévisés.

# DES INITIATIVES EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE

« Nous étions trois copains, habitant un quartier populaire de banlieue. Trois rappeurs et l'envie, à contre courant du chacun pour soi actuel, de nous engager pour notre quartier. Nous n'avions pas peur de prendre des responsabilités, et nous voulions permettre aux jeunes de disposer d'un local pour se retrouver, répéter, s'exprimer et créer.

C'est ainsi que, voilà cinq ans, est née l'association de promotion des actions culturelles des jeunes, « Rencontres ». Non sans difficultés. Il nous a fallu du temps pour comprendre les différentes démarches à suivre, nous faire entendre du politique, trouver des fonds et un local. Heureusement, un éducateur était là pour nous apporter un soutien logistique et une « indispensable crédibilité » (1). Le contexte était favorable au développement des initiatives locales. Nous avons obtenu 30 000 F de subvention de la mairie et pu nous installer dans une salle vacante de la Maison des initiatives.

Notre objectif était de proposer un lieu de rencontre pour les jeunes, des ateliers d'écriture et de produire *in fine* un spectacle. Deux ans plus tard, celui-ci fut une réussite. Nous avons rassemblé plusieurs villes, chanté avec des rappeurs d'autres quartiers et été applaudis par 400 personnes. Mais les 20 000 F nécessaires pour la location d'une salle municipale ont réduit notre subvention à peau de chagrin. Nous avons proposé d'autres projets à la mairie, sans succès. L'association a alors fermé ses portes plusieurs mois.

Par la suite, l'absence de budget sur l'année écoulée ne nous permettait plus d'obtenir une subvention. On pouvait néanmoins compter sur l'apport, certes réduit, du Fonds de participation des habitants. On s'organisait aussi entre jeunes. Certains ramenaient des jeux, d'autres, leur sono ou leur décodeur pour les soirs de foot, où venaient se joindre à

nous des pères de famille. En 2005, pour les 30 ans du quartier, nous avons réalisé un court métrage présentant, sur les 15 dernières années, différents projets montés par des jeunes. Mais la présence dans ce film d'une critique, formulée par une autre association, sur le manque de soutien de la mairie aux initiatives des jeunes, nous a valu l'interruption de notre projection le jour « J ». Aucun remerciement non plus pour le travail accompli à la fin de la fête du quartier.

Et puis, il y a eu une plainte, une seule, pour tapage nocturne. Aujourd'hui, l'association a de nouveau fermé. Pourtant, il n'y a pas eu de dégradation de local ; le lieu était respecté par chacun. L'association offrait aux jeunes un endroit où se retrouver, partager, s'épanouir grâce aux activités proposées. De notre côté, nous étions responsables de quelque chose et nous bénéficions de la reconnaissance des autres jeunes.

Peut-être aussi qu'en réunissant une trentaine de jeunes tous les soirs de la semaine, nous faisons de la concurrence, et « l'autogestion » de jeunes sans tutelle fait peur. Nous habitons, de plus, dans un quartier populaire plutôt tranquille et disposons de moyens moins importants que des quartiers considérés plus « difficiles ». Comme si la seule façon d'avoir des fonds était la violence...

Pour l'un d'entre nous, l'association a été un levier, qui lui a donné l'envie et permis de se professionnaliser. Il est devenu animateur. Un autre souhaite ré-ouvrir l'association. Mais actuellement au RMI et âgé de 28 ans, il ne pourra le faire sans une réelle reconnaissance, financière et morale, du travail réalisé par certains jeunes des quartiers populaires. »

*Propos recueillis par* **Élodie Maire**

(1) Éducateur du service de prévention de l'ADSEA.



Le propos n'est pas de dénoncer ces représentations pour dépeindre, en image inversée, des lieux et des populations idylliques, et participer ainsi à l'émergence d'un nouveau mythe mobilisateur, comme ont pu l'être les « banlieues rouges ». Il est cependant important d'éclairer ces représentations et de voir comment elles structurent des projets, des démarches. Les dispositifs ainsi élaborés façonnent eux-mêmes des pratiques, modèlent en retour d'autres représentations. Chaque élément – insécurité, défaillance des parents... – tend à être isolé et construit en indicateur pour qualifier une situation dont la présentation tend à rendre les populations responsables de leur sort. Ces représentations sociales pèsent sur les citoyens, habitants de ces quartiers, influent sur leurs parcours (5). Ainsi, les souhaits d'orientation scolaire des enfants des catégories populaires apparaissent systématiquement moins ambitieux que ceux des catégories plus favorisées (6). Les pratiques de loisirs montrent également de grandes différences selon l'origine sociale des enfants (7). « C'est fait pour des gens instruits, ce n'est pas pour nous... » Du temps et un appui méthodologique sont souvent nécessaires pour contribuer à faire évoluer ces représentations et permettre aux personnes et aux groupes de prendre conscience de leur capacité et de l'intérêt de leur apport (8).

Cette appropriation des représentations dominantes ne va pas sans manipulation, sans instrumentalisation. Certains jeunes, notamment, utilisent la peur suscitée pour protéger un territoire des intrusions extérieures, ou l'image de dévalorisation de soi pour justifier leur impuissance. Il n'y a pas non plus de fatalisme dans ces représentations ; les initiatives présentées dans ce dossier en sont la preuve. Les dénonciations dans les slams ou les paroles des rappers montrent aussi la conscience et l'analyse de ces mécanismes que peuvent développer certains.

Mais c'est très certainement la souffrance qui domine. C'est aussi l'impasse des politiques élaborées sans une analyse distanciée, par leurs promoteurs, des représentations sociales qui sont les leurs, et du contenu des demandes immédiates, souvent déformées par une image de soi dévalorisée. Si les processus de ségrégation sociale et spatiale minent nos sociétés, ce n'est pas en déqualifiant l'une de leurs composantes que l'on parviendra à retisser des liens, à permettre à chacun de prendre pleinement possession de ses capacités.

**Nathalie Lauriac**

(5) Pierre Bourdieu définit ainsi la violence symbolique en analysant la façon dont les dominés adhèrent et intègrent les représentations des dominants et font leurs ces catégories de perceptions qui peuvent alors paraître naturelles.

(6) *Alternatives Économiques* (n° 244, février 2006) se fait l'écho d'une étude et d'un rapport du Haut Conseil à l'évaluation de l'école : « Avec une moyenne située entre 10 et 12 au brevet, 83,4 % des parents cadres souhaitent que leur enfant se dirige vers une seconde générale ou technologique, contre 30,6 % des parents ouvriers ou employés. Et les conseils de classes ont plutôt tendance à enfoncer le clou. »

(7) Dans le contenu des activités pratiquées et les attentes qu'elles inspirent. Les catégories populaires préfèrent souvent que leurs enfants se concentrent sur l'enseignement scolaire quand les catégories plus aisées ont une pratique très instrumentalisée des loisirs dans un objectif bien compris de réussite sociale.

(8) Sans ce travail, beaucoup restent à l'écart des instances de concertation ou se limitent aux petits sujets du quotidien (qui restent très importants), sûrs de leur incapacité à aborder des sujets plus stratégiques.